

FIN OU RENOUVEAU DE L'ISLAM POLITIQUE (1/3)

Publié le 28-11-11 Le Nouvel Observateur avec AFP Par Jean Daniel.

C'est encore un fait que ceux que l'on appelle islamistes et qui se veulent islamistes sont en train de vaincre dans tous les pays où la révolution a émergé comme un printemps de la liberté, et où l'on a cru apercevoir un modernisme a-religieux sinon laïc. En Tunisie, le parti Ennahda fondé par le leader Rached Ghannouchi n'était pas dans la révolution. C'est cependant en majorité pour ce mouvement que se sont prononcés librement les Tunisiens. En Egypte, les frères musulmans se sont sagement mêlés aux jeunes révoltés soixante-huitards pour abattre le tyran. En Libye, l'acte de foi dans l'islamisme a paru être le ciment unitaire pour toutes les tribus en insurrection contre Kadhafi. Aujourd'hui, [le Maroc vient d'élire une assemblée](#) où les islamistes sont plus nombreux que l'on ne l'avait prévu et qu'on ne l'avait négocié. La question se pose donc de savoir comment les islamistes vont confisquer les idéaux révolutionnaires de toute une jeunesse, qui a déclenché elle et elle seule un soulèvement partout contagieux.

Transgression, délinquance, exil

Pour essayer de comprendre l'islamisme, je me suis constamment référé à deux livres. Le premier est d'Olivier Roy, "L'échec de l'islam politique", paru en 1992. Le second de Gilles Kepel, "Jihad, expansion et déclin de l'islamisme", paru en 2000. Comme on le voit par le titre de leurs ouvrages, ces deux experts, éminents s'il en est, ne semblent pas avoir prévu les conquêtes actuelles de l'islamisme. En fait, ces deux islamisants ont une conception particulière de l'échec et de la réussite. D'abord, lorsqu'ils parlent de l'islamisme, ils entendent islam politique. Sans avoir sous-estimé la permanence, pendant quatorze siècles, de l'ensemble géopolitique de peuples qui avaient en commun la religion, la langue et la tradition dans le continent arabe de l'islam, ils appellent islam politique une idéologie rassembleuse où le pouvoir se dissoudrait dans la foi, où la source de toutes les institutions et de l'esprit des lois se trouverait dans le Coran (la charia).

A la lumière de ces conceptions, ils observent qu'en dehors de la révolution iranienne, toutes les tentatives d'instituer un pouvoir religieux ont échoué sur des sociétés qui secrétaient la transgression, la délinquance et l'exil. Notons au passage que ces trois caractéristiques ont été celles de toutes les sociétés totalitaires.

Perversion

Pour Olivier Roy et Gilles Kepel, l'idée d'une pérennité possible pour l'islam politique n'a rien à voir avec la permanence des traditions, des rites et de l'observance des impératifs de la foi. L'islam politique peut, dans ses excès, se traduire dans le jihadisme, qui est dans l'histoire chaque fois un accident de courte durée. Exactement comme le terrorisme en occident, qui ne résume en rien la fidélité à l'islam : il n'en est pas une des manifestations mais une des perversions. L'islam politique, c'est le grand rêve : remplacer tous les leaders arabes qui ont capitulé devant l'occident ou manqué gravement à leur devoir de chef d'Etat par une gouvernance d'aspiration puritaine où la vertu et l'exemplarité rappelleraient la vie du prophète et en tous cas ne s'en éloigneraient pas.

Pas de projet de société

Nourris de leurs œuvres, j'attendais avec intérêt les réactions de nos auteurs devant les actuelles révolutions arabes. Ils ont d'abord eu la modestie de reconnaître qu'ils n'avaient, pas plus que les autres, prévus ni la forme ni la date de cette explosion. Ils se sont ensuite inclinés devant la réalité des victoires de l'islamisme en réclamant, c'est le vœu d'Olivier Roy, qu'on distingue les sociétés islamiques des aspirations islamistes qui accompagnent l'islam politique ou radical. Mais ils établissent, en se référant à leurs travaux anciens, que les victoires actuelles des radicaux n'ont aucun avenir devant les nouvelles données géopolitiques de tous les Etats et devant les contraintes absolues de la modernité. L'islam politique, qu'on appelle islamique ou islamiste, n'a aucun projet de société. Ses leaders n'ont jamais d'imagination autre que la puissance et l'occupation du pouvoir. Dans le meilleur des cas, ce sont des prédicateurs dont l'archaïsme éclate au moindre problème.

Hypocrisie

Voici la conclusion d'Olivier Roy, elle vaut la peine d'une citation assez longue : "L'islamisme affadi en néo-fondamentalisme, n'est pas un facteur géostratégique : il n'unifiera pas le monde

musulman. Il ne changera pas le rapport de force au Moyen et au Proche-Orient (...) sur le plan économique, on retrouvera dans les futurs régimes islamistes l'alternative déjà présente pour l'ensemble des gouvernements : étatismes socialisant à bout de souffle compensé par le marché noir, ou néo-conservatisme libéral contraint de suivre une recette du Fonds monétaire international sous le voile des "banques islamiques". En résumé, l'islamisme est avant tout un mouvement socio-culturel incarnant la protestation et la frustration d'une jeunesse qui n'est pas intégrée socialement et politiquement. Les mouvements islamistes d'aujourd'hui n'apportent pas un nouveau modèle de société (...) Toute victoire islamiste sera un trompe l'œil mais l'apparence qu'elle mettra en place ne sera évidemment pas sans incidence (...) Que sera l'imposition de la charia ? L'hypocrisie.

L'ISLAMISME, DECLIN OU RENOUVEAU ? (2/3)

J'ai donc fait état hier des travaux de deux grands experts français, le premier de l'islam (Olivier Roy), et le second de l'arabo-islamisme (Gilles Kepel). J'ai recommandé leurs ouvrages, grâce auxquels on peut pénétrer dans l'univers parfois fascinant et toujours complexe des civilisations qui ont contribué pendant une quinzaine de siècles à notre histoire. Mais précisément, la question que nous nous sommes posée hier avec ces deux auteurs, c'était de se demander si les représentants de cette civilisation pouvaient encore faire l'histoire avec le seul outil d'une idéologie religieuse, qui rassemblerait sous un pouvoir théologique des Etats différents dans une époque que les technologies et la modernité ont transformée. C'est une chose de se vouloir musulman, c'en est une autre de désirer que l'Etat soit islamique et c'en est une troisième d'affirmer un pouvoir islamiste. La question qu'Olivier Roy et Gilles Kepel ont étudiée, c'est celle des victoires possibles et de la pérennité d'un pouvoir que l'un appelle l'islam politique et l'autre l'islam radical.

L'actualité de ces questions n'est que trop évidente, mais empressons nous de la préciser. Les islamistes sont actuellement au pouvoir, et de manière démocratique, en Tunisie et au Maroc, et vont l'être en Egypte et en Libye. Le printemps arabe a été contagieux, les soulèvements d'abord émeutiers puis insurrectionnels sont devenus révolutionnaires avant d'être canalisés, jugulés, sinon domptés par les forts courants de la pensée musulmane sous sa forme radicale.

Une modération théorique

Comment cela se traduit-il ? D'abord par des proclamations différentes selon les pays et selon les circonstances. En Tunisie, qui demeure le pays où tout a commencé, où tout est expérimenté comme dans un territoire laboratoire d'études pour l'avenir, on a entendu les islamistes se déclarer eux-mêmes modérés ; mieux : prêts à tenir compte de l'évolution des mœurs, de la libération des femmes et de la liberté de conscience. En principe, selon ces proclamations, on pouvait choisir de porter le voile ou de ne pas le porter, de manger ou de boire ce qu'on voulait et de respecter les rites religieux comme chacun en éprouvait le besoin.

Dans la réalité, on a vu s'exercer de fortes pressions en faveur de l'interdiction du blasphème, de la condamnation des atteintes au sacré par le biais de l'art ou de la philosophie, on a assisté à quelques dérapages du Premier ministre, qui a paru rêver, dans un discours prononcé à Sousse, d'un septième khalifat, c'est-à-dire d'une institution arabo-islamique transnationale.

Le risque de l'impopularité

L'important est que ces maladresses ou ces accents de sincérité ont été extrêmement critiqués par les forces que l'on peut appeler soit modernistes, soit laïques, soit révolutionnaires par fidélité aux jeunes révoltés qui ont déclenché la révolution. Les partis dominants ont bien réalisé qu'ils ne représentaient que 40% de la population électorale et que, malgré la solidité de leurs structures, ils avaient à prendre le plus grand soin à ne pas risquer un commencement d'impopularité.

Si je m'attarde sur la Tunisie, c'est encore une fois parce que nous sommes bien dans le laboratoire du monde arabe. Dès maintenant, on peut tenter de répondre aux questions posées au début de cet article : oui, l'islamisme politique est au pouvoir. Non, on n'est pas sûrs de sa pérennité.

Pas de déclin de l'islam radical

En revanche, on est obligés d'être moins nuancés quand il s'agit des autres pays. Le Maroc est un pays où, selon une interprétation de la charia et du fait que le roi, "commandeur des

croyants", tient son autorité du prophète, le pouvoir se dissout dans la foi et nous sommes bien en présence d'une victoire depuis longtemps acquise de l'islam politique. Cette victoire pourrait être non pas compensée, mais au contraire plus accomplie par le fait que ce sont les islamistes qui prétendent dérober au "commandeur des croyants" une partie de sa souveraineté. En principe, c'est le peuple qui en décide. Mais c'est au nom du peuple que les religieux s'affirment, et le parti qui vient de remporter les élections et dans lequel le roi du Maroc devra choisir le Premier ministre s'est affirmé comme moins libéral que le roi, notamment sur le statut de la femme. En tout cas, on ne peut pas parler du déclin de l'islam radical.

C'est encore plus vrai en Libye. Et cela risque de le devenir en Egypte. Il y a sans doute une convulsion démocratique et une effervescence révolutionnaire. Rien n'est joué et le pire n'est pas toujours sûr. Mais si l'on songe à la solidité de la révolution iranienne et aux victoires partielles ou totales des forces salafistes ou wahabites, alors on ne peut pas parler de déclin. Il y a une marche en avant qui rend compte tous les obstacles des données de la géopolitique et de la modernité économique. Cette marche peut être ralentie ou freinée mais non stoppée. Elle prendra simplement différentes formes. Alors, j'ai envie de dire à mes éminents amis Olivier Roy et Gilles Kepel : on peut sans doute prévoir un avenir difficile à l'islam politique et finalement un échec mais aujourd'hui, on peut dire cela de tous les mouvements démocratiques totalitaires ou théocratiques de la planète.

LES ISLAMISTES ENTRE EUX (3/3)

Voici donc la troisième et dernière partie de ma série d'articles consacrée au déclin ou au regain de l'islamisme. J'en étais arrivé à la conclusion qu'en dépit des prudences érudites formulées par d'éminents experts de l'arabo-islamisme et de l'islamisme, on ne pouvait que s'incliner devant l'évidence d'un constat : sous des formes différentes, qu'elles soient islamiques ou islamistes, politiques ou radicales, non violentes ou djihadistes, nous sommes bien en présence d'une victoire, précaire ou durable, d'un islam étroitement associé, sinon confondu, au pouvoir sur tous les fronts des révolutions de ce qu'on a appelé le printemps arabe.

Soudain, comme il est d'usage, l'évidence est devenue telle que de nombreux commentateurs, oubliant ce qu'ils avaient dit la veille, se demandent comment nous avons pu croire à une forme laïque, démocratique et conforme aux Lumières des modernistes, des mouvements partis de Tunisie avec un minimum de violence, qui a conduit à l'invention de l'expression "révolution du jasmin". A les en croire, le radicalisme était aussi prévisible qu'inévitable.

Quand les modernistes subissent la loi des radicaux

Les arguments de ces derniers ne sont pas indifférents lorsqu'ils rappellent, par exemple, que parmi les musulmans vivants en Europe, la majorité était, dans les mosquées, l'objet de sermons enflammés de la part des prédicateurs, souvent publiquement affiliés aux Frères Musulmans. On ne peut pas nier qu'en France, dans le conseil représentatif qui réunit les différentes tendances, les leaders les plus respectés ne sont pas ceux qui exhortent à s'intégrer dans leur pays d'adoption. Les résidents musulmans dans les pays européens sont traversés par des courants qui les opposent et où les modernistes subissent souvent la loi des radicaux. Si cela est vrai pour les musulmans en exil, qui perdant leur racine, veulent retrouver le salut, comment cela pourrait-il être oublié chez ceux qui sont restés dans les clôtures de leur terre natale ?

Les réactions contre les pays autoritaires, nous l'avons vu, sont la délinquance, la révolte et l'exil. Contre ces tentations, il y a l'indignation, la résistance et le retour aux traditions. Dans ces convulsions, on découvre que bien des choses se révèlent conciliables. Quand la religion est opprimée, les victimes peuvent se révolter contre le tyran et le chasser avec autant d'énergie et d'imagination que les jeunes révolutionnaires. D'autant qu'il a des transferts générationnels, car les islamistes eux aussi ont rajeuni : ils ont inventé des formes de combat ou de conquête qui ne sont plus celles de leur parents ou de leur parrains. Ils veulent le pouvoir, mais ils ne veulent pas que n'importe qui l'occupe, comme on l'a vu en Libye et comme il est possible qu'on le voie au Maroc.

L'espérance turque

Dans ce pays monarchiste de l'empire shérifien, le monarque a su limiter certains de ses pouvoirs pour éviter un mouvement qui l'invite comme ailleurs à "dégager", mais il ne sut utiliser la religion pour ne pas laisser le peuple s'"égarer". Le roi est "commandeur des croyants", c'est-à-dire descendant du prophète, autrement dit c'est ce que nous appelons la monarchie de droit divin : s'attaquer à sa personne, c'est s'attaquer à dieu. Le leader islamiste, M. Benkirane, qui vient d'être nommé par le roi pour être Premier ministre, est obligé de mettre en cause la volonté supposée d'Allah s'il entend donner tout le pouvoir au peuple. C'est pourquoi, au Maroc cela ne fait que commencer.

En tous cas, cet exemple montre bien que la révolte peut conduire à la libération, mais que celle-ci peut être compromise par une forme de religion. Reprenons la question de ces trois articles : si les modernistes sont obligés de céder du terrain aux islamistes, alors l'important est de chercher le cœur du débat dans l'islam. S'il n'est pas du côté des talibans et des djihadistes, s'il n'est pas non plus du côté des salafistes puritains et vindicatifs, alors peut-on se raccrocher à une espérance turque ?

"Je n'interdirai pas l'alcool, ni les maillots de bain sur les plages"

Les marocains n'ont jamais été occupés par les ottomans et ne sont pas tellement impressionnés par les leçons qui pourraient leur venir d'Istanbul. M.Gannouchi, loin de se rallier au président Erdogan, prétend l'influencer. En fait, il y a 8 ans, il a dit sa vérité à un de nos confrères, Hamid Barrada : "Je n'interdirai pas l'alcool, ni les maillots de bain sur les plages, je ne me mêlerai pas de ce que les gens veulent manger ou boire. L'islam conduira les musulmans à ne pas désirer ce qu'on pourrait leur interdire".

Mais je ne veux pas conclure sur cette note pessimiste. Je veux rejoindre la position de mon ami Lahktar Brahimi, ancien ministre algérien des Affaires étrangères et ancien secrétaire général adjoint des nations unies pour l'Irak et l'Afghanistan. Lahktar Brahimi déclare que là où les Arabes ont échoué avec leurs prétentions progressistes, il faut laisser les islamistes montrer comment ils savent gérer les problèmes économiques et technologiques modernes, ainsi que les nouvelles données géopolitiques. Tout le pétrole du monde ne peut rien contre les crises mondiales. Qu'ils nous montrent ce qu'ils savent faire ! Pour ma part, je crains de m'en douter.

Jean Daniel – Le Nouvel Observateur